

## **Le « pacte » du gouvernement conforme aux dogmes libéraux !**

« Tout le rapport Gallois et même plus », c'est en ces termes que J.M.Ayrault vient d'annoncer les mesures de relance de l'activité économique. A part le rejet des préconisations sur le gaz de schiste, le gouvernement annonce **une véritable cure d'austérité qui va aggraver la situation en impulsant une logique récessive.**

C'est un triple ralliement aux dogmes libéraux, dont on connaît l'inutilité pour satisfaire les besoins collectifs et le coût social pour les salarié-es : le soi-disant « coût » du travail et les cotisations sociales comme causes de la désindustrialisation et du chômage, la baisse des dépenses publiques et enfin l'arme de la TVA.

### **Quatre mesures concrétisent ce reniement en rase campagne :**

- Le crédit impôt recherche est maintenu et les grandes entreprises, qui sont les premières bénéficiaires, vont pouvoir continuer à empocher des sommes colossales qui, en réalité, ne sont pas consacrées à la recherche.
- Le crédit d'impôt pour les entreprises, 20 milliards d'euros sur trois ans dont 10 milliards payables en 2014, offre en cadeau au patronat une baisse de 6 % du « coût » du travail, ciblée sur les bas et moyens salaires (jusqu'à 2,5 fois le SMIC). Quid de la réforme de l'impôt sur les sociétés ?
  - La hausse de la TVA pour 10 milliards d'euros : le taux normal passe de 19,6 à 20 %, le taux intermédiaire de 7 à 10 %, et le taux réduit baisse de 5,5 à 5 %. La reprise de cette mesure de Sarkozy est toujours aussi injuste car elle touche principalement les couches populaires, obligées de consacrer l'essentiel de leurs revenus à la consommation.
- La baisse supplémentaire des dépenses publiques de 10 milliards signifie encore moins de services publics, de protection sociale, d'investissements d'avenir, et d'emplois publics.

Comme pour les « pigeons », le gouvernement cède lamentablement au diktat du patronat et enclenche une spirale récessive dont les salarié-es, les chômeurs-es et les retraités-es vont faire les frais.

Il est grand temps de se mobiliser tous ensemble pour inverser cette logique économique et sociale mortifère. Le 14 novembre prochain, journée d'action à l'appel de nombreuses organisations syndicales européennes dont l'Union syndicale Solidaires, doit être le premier acte de mobilisations d'ampleur pour faire entendre nos revendications.